

«Droit de vie et de mort»

ÉGYPTE L'universitaire Sébastien Louis revient sur les événements de dimanche au Caire, qui ont entraîné la mort de 19 personnes dans des heurts entre la police et des supporters du club de football Zamalek.

Docteur en histoire et professeur d'histoire-géographie et de sociologie à l'École européenne de Luxembourg, Sébastien Louis est un spécialiste des supporters ultras. Il revient sur leur rôle dans les événements politiques de ces dernières années en Égypte.

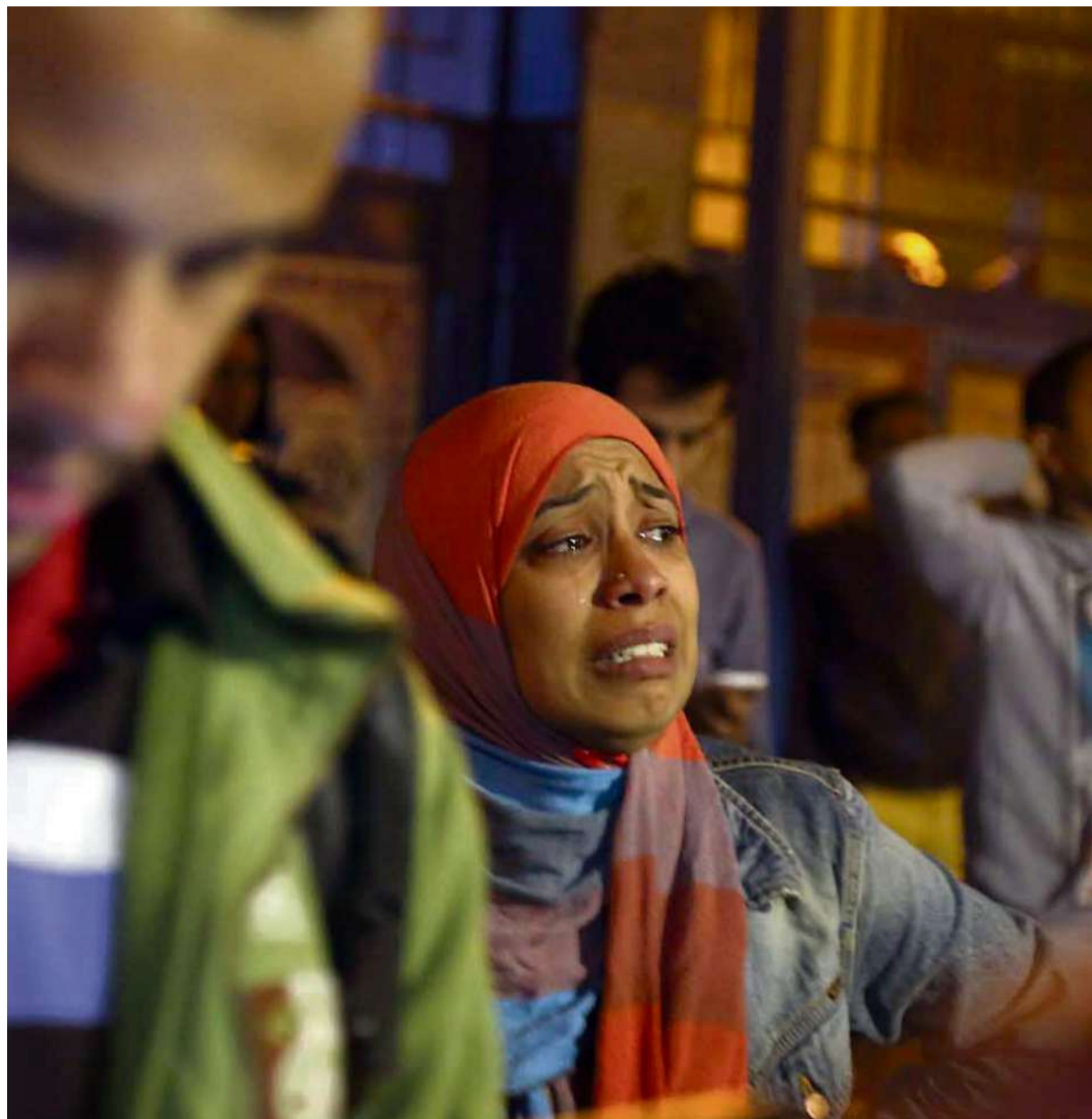
Entretien avec notre journaliste Nicolas Klein

Comment est né le mouvement ultra égyptien ?

Sébastien Louis : Le mouvement ultra est arrivé en Égypte en 2007. Il a tout simplement copié le mouvement ultra italien. Il s'agit à la base d'un mouvement apolitique. Mais on est ici en présence d'une culture juvénile et donc de contestation contre les autorités. Le mouvement a pris très vite en Égypte. Et les ultras vont dès le début affronter les policiers qui sont très craints par la population. Car il faut voir qu'un policier en Égypte n'est pas comparable à un policier d'un autre pays. Il est vu par la population comme un danger. Les policiers rackettent les gens avec la pratique du bakchich et font usage comme bon leur semble de la violence. Vous pouvez subir des violences si vous êtes emmené au commissariat et même des viols. Les policiers ont littéralement droit de vie et de mort sur la population. Personne n'ose les affronter.

Quelle a été l'implication des ultras dans la révolution de 2011 contre le régime de Hosni Moubarak ?

Quand Hosni Moubarak a constaté que le mouvement de la place Tahrir (NDLR : épicerie de la révolte au centre du Caire) de janvier 2011 allait durer, il a employé des balotages, des voyous de rue, pour faire peur aux gens venus manifester. Les ultras se sont vraiment impliqués dans la révolte à partir de la fin janvier et surtout à partir de la "bataille des chameaux" du 3 février 2011 (NDLR : des partisans de Moubarak font irruption à cheval et à dos de chameau sur la place Tahrir, chargeant les manifestants exigeant le départ du régime) qui a révolté la population. Les ultras sont alors devenus le bras armé de la révolution. Ils étaient les seuls à être capables de mobiliser des milliers de personnes en quelques heures. Ils sont devenus des acteurs politiques de la société égyptienne. Depuis 2011, ce qui se passe dans les stades dépasse largement le cadre sportif. Par exemple, après la chute de Moubarak, le régime de transition était dirigé par les militaires à travers le Conseil suprême des forces armées. On a ainsi



Une femme en larmes, dimanche soir, devant la morgue Zeinohm du Caire. Ce drame intervient alors que la police réprime dans le sang les manifestations de l'opposition islamiste mais aussi laïque et libérale.

pu voir dans les tifos (NDLR : grandes "affiches" dans les tribunes) des ultras d'Al Ahly (NDLR : un des clubs phares de la capitale) les quatre principaux généraux à la tête du Conseil grimes en chiens. Les événements de Port-Saïd (NDLR : le 1^{er} février 2012, la police laisse les supporters d'Al-Masry attaquer les supporters d'Al Ahly, pour un bilan de 74 morts) étaient une réaction, une punition du régime pour se venger des ultras d'Al Ahly. On a désormais une alliance entre les deux groupes

de supporters des deux principaux clubs du Caire (Zamalek et Al-Ahly). Cette alliance prend le nom de "Nous sommes l'Égypte".

Comment interpréter le drame de dimanche ?

On peut voir le drame d'hier comme une volonté pour al-Sissi, qui est arrivé au pouvoir par un coup d'État, de réprimer toute velléité contestataire. Les ultras de Zamalek ont payé le prix fort. Je ne dis pas que le président al-Sissi a donné des ordres et planifié le massacre. Mais il faut

bien voir, et je le répète, que les policiers égyptiens ont droit de vie et de mort sur la population. Depuis trois ans et Port-Saïd, les matches du championnat se déroulent quasiment tous à huis clos. Et l'Égypte est un pays qui vit pour le football. Pour un stade de 35 000 places, on a accepté de laisser entrer seulement 10 000 personnes. Une seule porte a été ouverte, avec ça vous avez les policiers qui ont carte blanche et voilà ce que ça donne.

Que va-t-il se passer après ces événements ?

Pour la suite, la répression va être encore plus forte. Il faut bien voir que de nombreux leaders ultras sont arrêtés, torturés dans les commissariats. Mais en Égypte, c'est une chose tout à fait normale.

Les ultras sont alors devenus le bras armé de la révolution

EN BREF

■ NIGERIA

Le conseiller à la sécurité du président du Nigeria a assuré, hier, que les élections présidentielles et législatives, repoussées de six semaines, ne subiraient pas de nouveau report, et que l'insurrection de Boko Haram serait vaincue dans ce délai. La date des scrutins, initialement prévue le 14 février, a été reportée au 28 mars samedi. Pour de nombreux observateurs, Goodluck Jonathan, candidat à sa réélection, en perte de vitesse par rapport à son principal adversaire, l'ancien général Muhammadu Buhari, a poussé pour un report du scrutin afin d'avoir le temps de donner un coup de fouet à sa campagne.

■ ÉTATS-UNIS

La Cour suprême des États-Unis a refusé, hier, d'arrêter les mariages des couples de même

sexe en Alabama (sud), contrairement au souhait des autorités de l'État qui voulaient les geler jusqu'à une décision à portée nationale de la Haute Cour en juin. Il s'agit du 37^e État américain sur 50 où le mariage gay devient légal (ainsi qu'à Washington), si les juges des affaires familiales de l'Alabama, chargés des mariages, ne font pas de la résistance.

■ VATICAN

La commission vaticane pour la protection des mineurs a recommandé, hier, que «les personnes ayant des positions de responsabilité» au sein de l'Église répondent des actes pédophiles commis par leurs subordonnés. Plusieurs affaires de responsables restés en place, après avoir choisi de ne pas sanctionner ou même de couvrir des prêtres pédophiles, ont suscité de vives réactions.

Une contre-offensive se dessine

IRAK Une offensive terrestre d'envergure des forces irakiennes contre les jihadistes de l'État islamique est en vue.

Cette offensive aura pour objectif de déloger l'État islamique des régions qu'il occupe au nord et à l'ouest de Bagdad, où deux attentats suicides ont fait près de 40 morts en trois jours.

Après six mois de pilonnages aériens en Irak, d'abord en août par les États-Unis puis par d'autres membres de la coalition internationale, et quelques succès sur le terrain, significatifs bien que géographiquement limités, l'armée irakienne s'appête à lancer une nouvelle offensive terrestre contre les jihadistes.

«Il y aura une contre-offensive terrestre majeure en Irak, a annoncé le coordinateur américain de la coalition, John Allen. Dans les prochaines semaines, quand les forces irakiennes commenceront la campagne terrestre pour

reprendre l'Irak, la coalition fournira une puissance de feu importante en soutien (de l'opération)», a-t-il dit en balayant les accusations de retard dans la livraison d'armes et l'entraînement de l'armée irakienne.

Selon le secrétaire d'État américain, John Kerry, la coalition mise en place par Washington, avec l'objectif de «détruire» le groupe ultraradical, a mené, depuis août, plus de 2 000 frappes en Irak et en Syrie et a permis de reprendre «un cinquième du territoire» à l'EI. Les raids ont «privé les insurgés de l'utilisation de plus de 200 infrastructures gazières et pétrolières, perturbé leur chaîne de commandement, mis sous pression leurs finances et éparpillé leur personnel», a-t-il dit dimanche.

Les ultras accusent

La mort de 19 personnes, dimanche soir, devant un stade de football au Caire, illustre la conjonction entre la violence récurrente des supporters ultras et les habitudes brutales de la police, qui réprime régulièrement dans le sang toute manifestation de l'opposition. Selon le gouvernement, les victimes sont mortes écrasées dans une bousculade mais les supporters et des témoins accusent les forces de l'ordre d'avoir tiré des grenades lacrymogènes et même ouvert le feu à coup de chevrotine comme elles le font fréquemment, sur une foule compacte littéralement prise au piège entre des barrières les canalisant vers une entrée du stade.

Dimanche soir, le gouvernement avait limité la capacité du stade à 10 000 spectateurs, mais les forces de sécurité ont été largement débordées par l'afflux massif de supporters, qui ont tenté de forcer les portes du stade, selon les autorités.

Le huis clos total imposé sur toutes les rencontres de championnat, après la tragédie de Port-Saïd de 2012, avait été levé en décembre et ce match contre Enppi était le premier auxquels les fans de Zamalek pouvaient assister depuis lors.

Des témoins et des supporters ont accusé la police d'être responsable du «massacre», estimant qu'elle avait provoqué la bousculade en tirant des gaz lacrymogènes à outrance contre des spectateurs pris au piège.

«Les décès sont dus à la bousculade, aucun ne porte de blessure par balle ou plomb», a assuré à Khaled al-Khatib, un haut responsable du ministère de la Santé. De leur côté, les ultras White Knights du club de Zamalek ont accusé les autorités de «massacre planifié», affirmant que «la cage métallique dans laquelle la plupart des gens sont morts a été installée un jour avant le match».

Après la tragédie, le gouvernement a annoncé la suspension, sans limite de temps pour l'heure, du championnat d'Égypte.

La Syrie dit non

La Syrie refuse toute intervention de troupes terrestres sur son territoire pour combattre l'État islamique (EI), a déclaré, hier, le ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem. «Nous disons clairement que nous ne permettrons aucune violation de la souveraineté syrienne. Nous n'avons pas besoin de ces forces terrestres, l'armée syrienne mène cette mission avec bravoure.»

Le régime d'Assad lutte depuis quatre ans contre une rébellion qui veut sa chute. Mais le conflit a été éclipsé par la montée en puissance des groupes jihadistes venus de l'étranger comme l'EI.